

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER :
Un an..... 48 fr.	Un an..... 80 fr.
Six mois... 26 fr.	Six mois... 44 fr.
Trois mois 13 fr.	Trois mois 22 fr.
Chèque postal Feraud 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

DEVANT LES ASSISES Daudet-la-frousse n'aboie plus

Un fou ? Non une canaille

Jusqu'à ce jour, nous prenions Léon Daudet pour un fou. Et nous le tenions pour sincère dans son délire.

Aujourd'hui, nous voici contraints de changer d'avis.

En voyant et écoutant M. Maurras et M. Réal d'Arès on avait, certes, l'impression d'avoir devant soi deux fanatiques, divers de tempérament, l'un renfermé dans sa terrible dialectique de sourd, comme un moine dans sa cellule, l'autre fougueusement tendu vers l'extérieur de tout l'élan brutal de sa vie aveugle, mais deux francs ennemis, têtus comme deux portes de prison massives.

Dès que Léon Daudet parut, marchant d'un pas lourd mais posé, calculant ses gestes et ses intonations, reléguant au magasin des accessoires de l'Action Française tout son vocabulaire ordurier, toute sa truculence scatologique, toutes ses injures, ses diffamations et le délire de son imagination accusatrice, pour développer un exposé prudent, mesuré ; quand nous le vîmes se refuser à toute réponse aux questions de Torrès qui voulait le contraindre à parler aux assises comme il a coutume d'écrire dans l'Action Française ; quand il se montra à nous si habilement décidé à ne pas sauter sur les coups de boutoir et de fouet que lui flanquaient sans trêve M. Torrès, il nous apparut alors, là, beaucoup plus horrible que nous ne le pensions jusqu'à ce jour.

Non, ce n'était pas un fou à la merci de son délire et ivre des images brouillées de son exaltation. C'était bien pis que cela : un homme muni de toutes ses facultés mentales, qui, sciemment, fait le fou et le raisonnable — selon ce qu'il veut obtenir des publics auxquels il s'adresse.

Bouffon du roi, idole de Jeanne d'Arc, ivre de carnages guerriers, échafauder d'ineptes accusations dans les colonnes de l'Action Française, pour flatter les douairières en mal d'émotions violentes et les snobs affolés d'aristocratie à bas prix.

Témoin discret, soucieux de ne pas faire de politique ; citoyen respectueux des lois républicaines ; homme d'ordre et de précautions ; ennemi de toute guerre ; être incolore, inodore, insipide, quand il s'agit de ne pas effrayer un jury de cour d'assises et quand il veut, patelin, bonhomme et larmoyant, arracher une condamnation contre une jeune fille.

Non certes ! il n'est pas fou celui qui manœuvre l'expression des idées et son propre tempérament avec une telle maestria. Mais c'est une fameuse canaille.

Hier nous posions cette question : « Devant Germaine Berton respectable

par la force de sa conscience droite, osera-t-il déverser les eaux sales de sa calomnie ? »

Il n'a pas osé, parce qu'il ne voulait pas se rendre odieux par des injures que personne n'aurait comprises.

Et cependant il avait amené pour le temps de sa déposition toute une cohorte d'auditeurs prêts à appuyer leur patron en toutes circonstances.

Mais, malgré tout, il n'a pas osé cela, sous les regards de Germaine Berton, son accusatrice. Et il s'est réfugié dans le silence, après une déposition de forme, banale et grise.



Léon Daudet

Cependant M. Henry Torrès l'a découvert dans toute sa honte de froussard qui jette les autres dans la bataille en se mettant à l'abri loin des dangers.

Il lui a arraché trois aveux qui l'ont montré sous sa vraie face aux yeux du jury, aux yeux de tous ceux qui connaîtront impartialement le récit des débats de cette journée.

Léon Daudet a reconnu :
1° Avoir envoyé Germaine Berton à Marius Plateau parce qu'il craignait un attentat ;
2° Avoir envoyé le lendemain SA FEMME à l'Action Française pour prévenir Plateau du danger de la visite ;
3° Pendant ce temps-là, lui-même, Léon Daudet, se jetait dans les bras de la police pour lui demander aide et protection.

Après ce triple aveu, qui doutera de la canaillerie de ce va-t-en guerre qui envoie au danger ses jeunes amis et sa femme, tandis qu'il se met à l'abri derrière les flics ?

La canaille s'est démasquée.

LE LIBERTAIRE.

Germaine Berton a dit : « Ce revolver, c'est un ami qui me l'a donné. »

Il y a donc une différence essentielle, une opposition formelle entre le rapport officiel de M. Dubech et votre rapport officiel.

Le président (au témoin). — Vous n'avez pas entendu : « Ce revolver c'est mon ami qui me l'a donné ce matin ? »

Le commissaire. — Non, j'ai entendu : « C'est un ami qui me l'a donné. »

Après une discussion qui s'engage entre M. Torrès et Campinchi sur ce point, le témoin peut partir et c'est le docteur Paul qui lui succède à la barre.

Le docteur Paul

Le docteur Paul. — J'ai procédé à l'examen de M. Marius Plateau, aussitôt après l'attentat. La mort avait été déterminée par plusieurs projectiles de 6 m/m 35 dont un avait traversé le cœur, l'autre le foie.

Le président du jury. — Si les deux blessures qui furent mortelles avaient été les premières, la victime aurait-elle pu faire le trajet qu'elle a fait ?

Le docteur Paul. — Oui, même atteint par plusieurs balles, soit dans la tête, soit dans le cœur, un homme peut faire d'assez longs trajets, quelquefois un ou plusieurs kilomètres !

Un juré. — Est-ce que les cinq projectiles ont été retrouvés ?

Le docteur Paul. — Oui, une balle notamment a été découverte dans un petit meuble du bureau de M. Plateau.

M. Torrès demande au docteur Paul si la balle de revolver que s'était tirée sa cliente avait pu être extraite ?

Le docteur Paul. — Non, elle n'a jamais pu être extraite.

M. Torrès. — Vous avez procédé à l'autopsie de Gohary. Pouvez-vous dire, quand vous avez examiné son corps, si vous avez constaté son suicide.

Le médecin légiste se refuse de répondre à cette question.

M. Torrès. — La vérité appartient au domaine public. Vous avez répondu affirmativement.

Une autre question, je vous prie : Connaissez-vous Germaine Berton ?

Le docteur Paul. J'ai procédé à l'examen médical de Germaine Berton par deux fois. La première fois, ce fut en juin 1922, à l'époque où elle était détenue à Saint-Lazare, la seconde fois, le 22 janvier, lors de l'assassinat de M. Marius Plateau.

M. Torrès lui a posé l'article de l'Action Française, de M. Charles Maurras, dans lequel celui-ci nie les qualités professionnelles du docteur Paul.

L'Action Française, en effet, demandait que l'autopsie fût faite par trois médecins autres que le docteur Paul.

M. Torrès. — Je m'excuse d'avoir lu de pareilles inepties, mais si je vous demandais, s'il a pu y avoir corrélation entre les coups et la mort du chansonnier Lauff, vous vous retrancheriez derrière le secret professionnel ; mais je vous pose la question d'une façon générale. Est-ce que des coups de canne peuvent avoir un heureux effet sur un trépané ?

Le docteur Paul. — Ce n'est pas une thérapeutique excellente ! Les coups de canne ne sont pas à conseiller.

M. Campinchi. — J'attends à être frappé en mai 1921 et mourut en 1923 !

M. Torrès. — Bien avant de mourir, j'attends à être rendu presque fou par suite de la terreur que l'expression des camelots du roi lui avait produite.

A ce moment, des protestations s'élèvent dans la salle, remplie par des avocats d'Action Française.

M. Torrès (d'une voix tonnante). — Je prie M. le président de rappeler la salle au respect de la défense, notamment ceux qui hier, firent une interruption, lorsque j'ai parlé de la justice républicaine. S'il en est ainsi, M. le Procureur n'a plus qu'à céder la place au procureur du roi ! Il n'y a pas un perturbateur ici qui couvrira ma voix et qui entravera la voix de la défense. Ces méthodes de violence ont été inoculées par l'Action Française.

M. Berger

M. Berger, trésorier de la ligue d'Action Française est porteur d'une barbe qui le fait ressembler un peu — ceci dit, sans acrimonie — à un garçon coiffeur propre et coquet.

M. Berger. — Je me trouvais dans une pièce voisine du bureau de Marius Plateau lorsque celui-ci reçut Germaine Berton.

On a retrouvé deux noms écrits de la main de Marius Plateau sur un coin de la lettre remise par Germaine Berton.

Germaine Berton. — Ni moi ni plus.

M. Collet, employé à l'Action Française, a le physique classique des camelots du roi. Il ne s'est pas rendu compte exactement de ce qui se passait. Ce n'est que quand Marius Plateau, atteint par les balles, sortit de son bureau qu'il eut conscience du drame qui s'était déroulé.

M. Lucien Dubech

M. Lucien Dubech, critique dramatique à l'Action Française, a les cheveux bien tirés, pompadour ; très bien mis, il a l'allure d'un jeune vicomte abonné à la feuille de la rue de Rome.

M. Lucien Dubech. — Je suis arrivé à l'Action Française quelques instants après

l'assassinat. Le corps de Plateau reposait dans une salle voisine. Le colonel de Vesins, lui, se chargeait de faire prévenir le commissaire. Il n'y avait personne à côté d'elle et je la crus morte. Je me suis donc assis auprès d'elle, mais je m'aperçus peu après qu'elle respirait et elle revint à elle au moment de l'arrivée du commissaire ; je crus bon de prendre note de l'interrogatoire de ce magistrat. On tapa ces mots à la machine à écrire, et un exemplaire figure au dossier.

Assailli de demandes par les confrères, j'avais fait dactylographier les réponses qu'elle fit devant le commissaire et un camarade.

Le président. — Avez-vous entendu Germaine Berton répondre à une question que lui posait le commissaire, concernant la provenance de son revolver : « C'est mon ami qui me l'a donné ce matin. »

M. Lucien Dubech. — Je l'affirme !

M. Torrès fait remarquer que la déposition du témoin est en désaccord avec celle de M. Torlet qui déclare que Germaine Berton avait seulement dit : « C'est un ami qui me l'a donné. »

M. Lucien Dubech. — Je prends la responsabilité de ma déclaration.

Le président du jury. — Et le médecin était-il là quand M. Dubech et le commissaire ont entendu les déclarations de Germaine Berton ?

M. Dubech. — Oui, il y avait un médecin.

Le chef du jury s'étonne qu'on ne l'ait pas convoqué.

M. Torrès pense que ce témoin aurait dû être entendu à l'instruction.

Le président des assises ordonne de procéder à l'audition de ce témoin qui sera entendu aujourd'hui et confronté avec M. Dubech.

M. Willy Parent

Celui-ci, rédacteur à l'Action Française, à l'air d'un bon petit fils à papa, gras, doué à plaisir.

M. Willy Parent. — J'entraînai dans la pièce où se trouvait Germaine Berton et je la vis, étendue par terre. La femme se mit à parler.

— Si je meurs, dit-elle, n'oubliez pas de dire à mes camarades que j'ai fait mon devoir.

« Et comme le commissaire demandait des précisions, elle répondit : « La fraction reconnue par le dernier congrès. »

« Comme on lui demandait pourquoi elle avait tué Plateau, elle dit :

— Ce n'est pas lui, c'est Daudet que je voulais tuer.

Elle raconta aussi ses visites à l'Action Française et à Saint-Germain-l'Auxerrois. Le commissaire lui ayant demandé d'où elle tenait le revolver, Germaine Berton répondit : « C'est mon ami qui me l'a donné ce matin. »

Puis elle ajouta : « Je tiens Daudet pour le plus grand responsable de la guerre qui revient et de l'assassinat de Jaurès et d'Almeryda. »

Sur une question de M. Torrès, le témoin répond, qu'ayant assisté à l'entretien entre le commissaire et Germaine Berton, il est absolument certain qu'elle a prononcé ces deux mots : ce matin.

Il y a donc désaccord encore une fois entre ce témoignage et celui du commissaire.

Un juré. — Y avait-il un docteur qui donnait des soins à Germaine Berton à ce moment ?

M. Parent. — Je ne m'en souviens pas.

M. Torrès. — Le témoin était trop occupé à rédiger les éléments de son rapport pour faire attention à ce détail.

Le colonel Bernard de Vesins

Un adjudant de gendarmerie ; d'une voix forte, il retrace les péripéties du drame.

Le colonel. — Le 22 janvier, je vins vers trois heures à mon bureau de l'Action Française. Je trouvais sur mon bureau une pièce que je devais communiquer à Plateau. En entrant dans la salle dite « salle des camelots du roi », j'entendis une détonation. Je crus que celle-ci avait été produite par l'éclatement d'un pneumatique, du dehors.

Mais à quelques secondes d'intervalle, j'entendis quatre détonations : pan, pan, pan, pan. Puis tout à coup, je vis venir Plateau avec une figure si naturelle que je ne me doutais pas de ce qui s'était passé. Je l'entendis dire : « J'ai au moins deux balles dans le corps ! »

Plateau m'a suivi. Berger était là. Moi, j'occupai d'organiser un service d'ordre et de téléphoner au commissaire. On vint me dire : « La femme s'est tuée ! »

En effet, j'ai vu un corps par terre, mais, à partir de ce moment j'ai été pris par d'autres occupations et je n'ai plus rien vu.

Je n'aurais plus rien à dire si à l'instruction, ayant été confronté avec l'accusée, j'avais dit à M. Devize, dès que celle-ci fut sortie de son cabinet :

— « Monsieur le juge, j'ai déjà vu Germaine Berton à Saint-Germain-l'Auxerrois. »

En effet, le 22 janvier, dans la matinée, mon attention fut attirée par deux femmes qui semblaient s'intéresser particulièrement au cortège. L'une, plus grande, caçait l'autre.

Lorsque j'ai été mis en présence de l'in-

culpée elle était placée de la même façon que le jour où je la vis à Saint-Germain-l'Auxerrois, de profil.

Charles Maurras

Enfin, voici M. Charles Maurras, lequel complètement sourd, s'est adjoint un familier qui lui servira d'interprète.

A cette question habituelle posée par le Président à chaque témoin : Vous n'êtes ni parent, ni ami de l'accusé ? Vous n'êtes pas au service ? Cette question répétée dans l'oreille même de Charles Maurras provoque des rires dans la salle.

Après avoir affirmé qu'il regrette de ne pas avoir été atteint à la place de Plateau Charles Maurras fait son panegyrique.

C'était, dit-il, un magnifique combattant de la grande guerre. Je n'ai pas besoin de vous dire, ajoute-t-il, que malgré les efforts de la police, il procéda à une enquête sur les instigateurs possibles du crime.

« Recherchant les complicités possibles de l'assassin, j'ai fait le 8 février un article sur le monde anarchiste. Le même jour Gohary se tua. Il y a une coïncidence que je livre à vos réflexions ! »

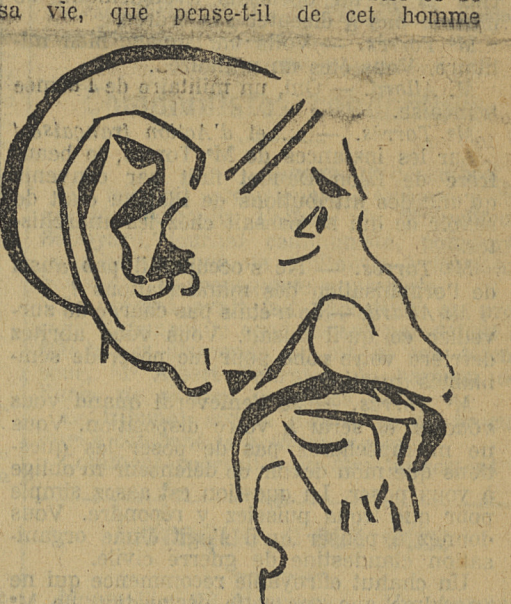
Il s'élève ensuite contre l'affirmation que l'Action Française est ennemie du prolétariat. « Mon amour du peuple est au moins aussi égal, dit-il, que mon amour de la patrie ! »

Et le voici se lançant à fond dans les théories d'Action Française, qu'il expose pendant un assez long temps.

« L'histoire dira, conclut-il, que nous avons bien mérité, non seulement de la patrie, mais aussi de l'humanité ! »

M. Torrès fait remarquer que le témoin a dit que « ceux d'entre nous qui laisseront notre peau, seront très honorés ». Cette déclaration ne peut s'appliquer à Léon Daudet qui lorsqu'une personne vient chez lui l'expédie à M. Allard, à l'Action Française.

M. Torrès. — Que pense M. Maurras, qui vient de faire à cette barre le sacrifice de sa vie, que pense-t-il de cet homme



Charles Maurras

— M. Léon Daudet — qui, le 20 janvier, inquiet de la visite de Germaine Berton, l'a envoyée à M. Jacques Allard et à M. Plateau ?

M. Charles Maurras est « violemment indigné » par cette question.

M. Charles Maurras. — Votre question est ignoble et indigne d'un avocat. Vous devriez rougir de me poser une question pareille. Je n'y répondrai pas ! A ce moment la salle devient pouleuse, les camelots du roi font un chahut épouvantable.

M. Charles Maurras. — Tout le monde doit se garder.

M. Torrès. — M. Maurras est plus âgé que moi mais le premier témoin qui viendrait me dire ce que M. Daudet a dit M. Maurras, je ne lui permettrais pas !

Puis M. Torrès reproche ensuite à M. Maurras, les excitations à la violence contenues dans ses articles, notamment ceux où celui-ci préconise des conceptions corporales sur la personne de M. Briand.

M. Charles Maurras répond qu'il récrit ces articles car il est partisan d'une « correction manuelle ».

L'avocat général. — On ne peut tolérer que M. Maurras continue sur ce ton, car s'il continuait, il serait répréhensible.

M. Torrès. — Avez-vous fait déjà l'apologie du crime politique.

M. Charles Maurras. — Ça dépend !

M. Torrès. — Etes-vous l'auteur d'une théorie qui parle de la violence mise au service de la raison ?

N'avez-vous pas fait l'apologie de Grégorie, qui tira sur le capitaine Dreyfus, au Panthéon ?

Et n'avez-vous pas, dans l'Action Française, une liste de souscription en sa faveur ?

Avez-vous fait l'apologie de ce crime et de son auteur dont vous avez vanté le courage et le patriotisme ? N'en avez-vous pas été l'anniversaire ?

Charles Maurras. — Emporté par son patriotisme, indigné de ce qu'il voyait, Gregori...

M. Torrès. — Monsieur Maurras, vos appels à la violence appellent contre vous la violence. Quiconque a frappé par l'épée périt par l'épée.

LES DÉBATS DE LA 2° JOURNÉE

L'audience ouverte à midi 45, M. Torrès annonce qu'il a fait citer M. Bonnaud de Tours.

Le premier témoin de cette seconde journée est immédiatement introduit.

M. Torlet

Ce témoin qui exerce la profession de commissaire de police dans le quartier de la Madeleine effectua la première enquête consécutive à l'assassinat de Marius Plateau.

M. Torlet. — Le 22 janvier je me rendis sur les lieux du drame et donnai ordre à mes agents de transporter le corps de M. Plateau.

Puis, je commençai à interroger Germaine Berton, sommairement et je consignai ses réponses sur le papier, sous sa dictée.

Elle me dit que son idée était de tuer Daudet parce qu'elle le considérait comme responsable de la mort de Jaurès et d'Almeryda.

« Si je meurs ajoute-t-elle, vous direz aux camarades de mon parti que je meurs ayant fait tout mon devoir. »

Et comme je lui faisais remarquer que dans le « parti » anarchiste, il y avait plusieurs fractions, elle me répondit :

— La fraction reconnue par le dernier Congrès.

« Quant au revolver c'est un camarade qui me l'a donné. »

Puis je la fis transporter à l'hôpital Beaujon, ses blessures le nécessitant.

Je constatai que cinq douilles vides gisaient à terre.

Le président (à Germaine Berton). — L'accusation s'est basée sur vos propres déclarations. Vous avez déclaré avoir voulu tuer d'abord M. Léon Daudet, à Saint-Germain-l'Auxerrois, vous avez vu M. Maurras, mais vous avez renoncé à l'idée de le tuer.

Germaine Berton. — Je n'ai rien d'autre à ajouter à ce que j'ai dit hier.

M. Torlet. — C'est moi-même qui ai écrit sous sa dictée. J'ai reçu sa déclaration agrouillée près d'elle.

Un juré. — Le commissaire de police a-t-il demandé depuis combien de temps elle détenait ce revolver ?

Le commissaire. — Elle m'a dit que c'est un ami qui le lui avait donné.

M. Torrès (au commissaire). — Pendant que vous procédez à l'interrogatoire de Germaine Berton, un rédacteur de l'Action Française, M. Dubech, a assisté à votre interrogatoire, car M. Dubech prétend que ma cliente a déclaré : « C'est mon ami qui me l'a confié ce matin. »

M. Dubech a aussitôt rédigé un rapport qu'il a confié à M. Maurras, puis à M. Daudet et ce rapport suivant la voie hiérarchique est arrivé au Président du Conseil.

M. Dubech a dit dans ses déclarations que Germaine Berton avait affirmé qu'elle détenait le revolver depuis le matin même, alors que vous indiquez simplement que

AUTOUR DU PROCÈS

Ce qu'en dit la presse

Sous cette rubrique, nous donnerons, chaque jour, la physionomie des débats de la Cour d'assises vus par les autres journaux que le nôtre.

Nous la donnerons sans commentaires, parce qu'autrement nous n'en finirions pas, parce qu'aussi la place nous est mesurée et parce qu'encore les extraits que nous publierons parleront par eux-mêmes et qu'il suffira aux lecteurs de les lire pour bien saisir l'attitude de toute la presse à l'égard de notre Germaine.

L'Action Française (du mardi) :

L'audience est reprise à une heure. On introduit Germaine Berton. Celle-ci est coiffée d'un chapeau noir de forme cloche, vêtue d'un manteau de couleur marron. Elle enlève aussitôt son chapeau et apparaît avec un ruban vert dans les cheveux. L'aspect est celui d'une fille de basse catégorie.

L'Intransigeant (du mardi) :

Pendant l'appel des témoins, elle fait face à la salle. Alors, nous la voyons mieux, les yeux très grands sont cernés de noir, les sourcils noirs aussi, la bouche aux lèvres minces qu'elle tient serrées donne à la face incontestablement jolie un air de singulière énergie.

Le Petit Parisien :

Un crime célèbre, une femme, une jeune fille de vingt ans au banc des accusées et non pas pour un de ces crimes passionnels qui arment de couteaux ou de revolvers de jolies mains trop promptes, mais pour un crime politique, un crime d'idées, voilà du nouveau, n'est-ce pas ?

Si nouveau que dans la salle des pas-perdus on se demande ça et là : — Depuis Charlotte Corday, en connaissez-vous une autre ? — En Russie, sans doute, mais en France ?...

Germaine Berton est là. Grande, droite, debout entre les deux gardes municipaux avec lesquels elle semble rivaliser de raideur militaire, un sourire ironique aux lèvres, un instant elle lève la tête, le jury. Puis, d'un mouvement presté, elle arrache son chapeau cloche noir, tire de son sac une petite glace, un peigne, et longuement, paisiblement, comme si elle était seule dans sa chambre, elle coiffe ses courtes mèches brunes que moire un reflet roux et retient un peigne de jade vert, se mire avec une complaisance affectée, laisse tomber son manteau brun, et cambrant les épaules, le menton dressé, la tête rejetée avec défi, elle apparaît en robe grise, harmonieuse et simple comme un sarrau, avec un col blanc rabattu et une lavallière noire. Ce n'est pas Charlotte Corday, c'est Claudine !

Cette scène rapide qui causa un instant de malaise au public, symbolise l'attitude de dédain agressif, au cours de cette audience, de la jeune accusée. On ouï ! jeune de façon émouvante, et jolie, très jolie même. Sous les cheveux qui forment une pointe élégante, le front est pur, les sourcils lustrés ont la ligne douce de deux alis d'hirondelle, les prunelles profondes nagent dans ce blanc bleuté nacré qu'ont seuls les yeux encore enfants ; le nez est fin, un peu pointu, les joues — artifice peut-être ? — sont d'un rose de bégonia. Seuls, le pilon d'un peu massif et surmonté l'expression d'orgueil mépris qui jamais ne s'adoucit vient briser l'élan de pitié qui, malgré le crime, voudrait aller vers cette enfant si seule dans ce terrible décor des assises.

De la pitié ? Au cours de l'interrogatoire, elle la repoussera sans cesse de toute sa volonté tendue, de tout son orgueil cabré.

Lorsqu'on lui demande le récit du crime, un peu penchée, fronçant parfois ses fins sourcils, appuyant sur certains mots, ponctuant ses paroles du geste sec de ses longues mains flexibles, elle n'a pas une hésitation, pas une défaillance.

Diabla ! Du culot ! murmure simplement quelqu'un.

De la franchise aussi, et qui ne recule pas devant le mortel danger. Rejetée en arrière et dressée sur la pointe des pieds comme un petit serpent sur sa queue, elle crie de sa voix métallique : — Je ne regrette pas d'avoir tué Marius Plateau. Mort, réclusion, je suis prête à tout !

L'Echo de Paris :

Ce n'est plus la physionomie classique de l'anarchiste qu'elle nous a présentée, comme récemment encore dans quelques journaux, les cheveux coupés courts sur le front, ce n'est pas la virago des réunions publiques telle qu'on nous l'a dépeinte — à tort sans doute, s'il est permis d'en juger par la Germaine Berton que nous venons de contempler au banc des accusées.

Lorsque, d'un pas léger, elle descend les gradins de son box, c'est une grande jeune fille, mince, fraîche qui nous arrive, faisant voler ses cheveux coupés courts autour de sa tête. Germaine revenant de l'école.

Ce qu'elle a de plus personnel, c'est sa voix, une voix douce et chantante, qui module agréablement les phrases et les finit sur une petite note claire. Ce serait charmant peut-être, si cette voix ne racontait un crime, ce qui, par contraste, fait de cet accent musical quelque chose d'odieux.

L'Humanité :

La première audience du procès Germaine Berton n'a pas manqué de révéler la barge chauffée à blanc de la rue royale, acharnée à demander la mort d'une femme de vingt ans ! L'atmosphère de la salle est nettement hostile à la défense ; l'auditoire est « composé » par l'Action Française, qui a flanqué ses cinq ou six prophètes appelés comme témoins d'autant de sbires qui gronderont comme des

chiens à chaque incident d'audience. Germaine Berton a montré un réel courage ; sèche, dédaigneuse, contenant son émotion, elle répond avec simplicité de sa voix mal timbrée ; elle est seule contre un monde hostile qu'elle méprise et elle ne « joue pas le rôle » que ce monde attend. C'est un caractère.

L'Action Française (du mercredi) :

La « Vierge noire » avait cherché, pour l'audience publique, à se rajourner, à paraître « petite fille ». Mais, sous les cheveux à la Ninon, le fard et le kohl n'avaient pu que souligner à travers son visage les marques précoces du vice. Et voilà, sur le banc, orné de la seule gloire du crime, le rebout humain qu'un Pierre Hamp essayait de camper en héroïne ! Ecoutez-la. Sèche, froide, fausse, elle mène sans amour, sans enthousiasme, les grands mots dont elle fait ses excuses : individualisme, anarchie. Ecoutez-la surtout dire du mal de sa mère, rejeter sur sa mère la responsabilité de ses mauvais instincts. Et avec quelles précautions oratoires !

À chaque instant, elle débite de ces phrases convenues, de ces aphorismes sans émotion. Qu'y a-t-il au fond d'une si pauvre chose ?

Une immense vanité, d'abord. « Je revendique même mes faiblesses », a-t-elle dit hier. Vanité de ce qu'elle croit être ses idées et qui ne sont que ses instincts déchaînés, vêtus des reminiscences de tristes lectures. Vanité d'avoir « osé ». Vanité d'être anormale et monstrueuse.

Mais surtout — et ici vingt témoignages concordent — une paresse crasse, une paresse qui explique les vols, la mendicité, les indélicatesses de toutes sortes, l'oubli de toute pudeur. Paresse qui semble lui avoir interdit l'amour : les débauches de cette fille n'ont été que des coucheries que nul effort de cœur ou d'esprit n'essayait d'embellir.

Le Quotidien :

Chevelure courte et arrondie autour du visage, robe grise simple et unie comme un sarrau d'écolière, elle semble une Claudine tragique, avec son grand col blanc, sa cravate lavallière et son geste fréquent de la main, comme celui d'une élève qui demande à répondre.

Mais cette petite fille à voix discrète tient tête avec assurance au président, M. Pressard, à l'avocat général, aux avocats de la partie civile ; parfois, ses phrases sont hachées par l'émotion, parfois son indignation lui donne une réelle éloquence.

Le Peuple :

Entre deux gardes flegmatiques, Germaine Berton vient prendre place dans le box qui lui est réservé. Elle apparaît menue, de silhouette gracile. Cette impression s'accroît encore, lorsque — d'un geste rapide — elle enlève le chapeau de feutre noir garni d'un étroit galon-vert qui la coiffe. Elle enlève son manteau-vert et la voilà debout, dressée dans une petite robe grise, un « sarrau » de pensionnaire avec un col blanc rabattu et d'où s'échappe une cravate noire. On dirait d'une fillette qui s'est habillée pour assister à une distribution de prix. Et c'est, pendant la lecture de l'accusation, l'impression qu'elle donne : elle a l'air d'écouter avec plus de sagesse que d'attention un discours officiel.

L'apparat judiciaire, les robes rouges et l'hérmine, les physionomies curieuses des jurés, tous les regards de l'auditoire dardés vers elle ne l'intimident guère. Elle ajuste les plis de sa robe ; fait bouffer, à l'aide d'un petit peigne de poche, ses cheveux noirs coupés à la Ninon et piqués, au sommet d'un petit nœud de ruban vert. Sans embarras, sans pose non plus, elle s'assied, écoute presque immobile la récitation monotone du greffier. Parfois, elle se penche, le buste fléchi d'un mouvement sec vers le public, essayant de reconnaître quelque figure connue ou quelque visage ami. Alors, sous les sourcils noirs, les yeux très noirs aussi, s'éclairent de lueurs rapides et la bouche mince, serrée, de ligne énergique, s'entr'ouvre une seconde dans l'esquisse d'un sourire. Mais cette détente ne dure pas. La physionomie se referme, se durcit sous l'effort d'une volonté que l'on sent prête à la défense et même à l'attaque quand l'occasion s'en présentera.

Paris-Soir :

Germaine Berton a fini de répondre, tard dans l'après-midi, aux questions serrées du président Pressard. Elle a répondu, reconnaissances, avec une franchise loquable. Elle n'a pas dissimulé ses responsabilités. Mieux, elle les revendique. Et cette enfant, à l'aspect frêle, aux gestes secs, ne semble plus réclamer une leçon difficile. Elle s'anime discrètement, force sa résignation, collabore véritablement aux efforts de son défenseur.

LA MORT DE RAISOULI

Tous les journaux ont annoncé hier soir la mort de Raisouli le fameux outlaw marocain. Il aurait été, dit-on, empoisonné. Mais les autorités françaises n'ont reçu aucune confirmation de la nouvelle. On sait seulement qu'il était depuis longtemps malade.

Au sujet de Révélations

L'« Humanité » qui, pour préparer de bonnes élections, se plaît à dénoncer les tractations de la presse vénales, vendue au tzarisme, pourrait-elle nous apprendre combien dépense chaque année le nouveau gouvernement russe pour soutenir la presse qui défend sa politique ?

Il serait en effet curieux de lire les ordres secrets que Léning et ses acolytes transmettent à leurs hommes de paille dissimulés un peu partout et de savoir à quel prix se vendent les consciences — et quel qu'on dise que tout augmente, je suis persuadé que Léning paye moins cher ses pisse-copie que Nicolas ne payait ses valets de la plume.

« Quand vous faites l'apologie de Gregori, vous êtes logiquement obligé de faire l'apologie de Germaine Berton. Moi, je ne la ferai pas, mais vos articles sont le meilleur argument en sa faveur. »

M. de Roux. — En ce qui concerne Gregori, il n'y a pas de mort.

M. Torrès. — Parce que Dreyfus a évité le coup qui le visait à la poitrine. Vous estimez que Gregori avait raison ?

Charles Maurras. — Oui !

Mais, coup sur coup, M. Torrès assomme Maurras de ses propres textes.

M. Torrès lit alors un autre article où Maurras a célébré l'assassinat de Jaurès. Un autre aussi, où le 23 juillet 1914, l'Action Française prédisait à Jaurès le sort de Calmette tué par Mme Caillaux. Enfin, un dernier article où Maurras réclame la mort de M. Léon Bourgeois qu'il traite de « vieillard assassin ».

M. Maurras. — Oui, je demande que ceux qui ont désarmé la France avant 1914 soient trépassés devant une Haute Cour, qu'ils soient jugés et châtiés. M. l'avocat a parlé d'assassinat ; j'ai parlé d'échafaud !

M. Torrès. — Ne s'agissait-il pas d'une exécution au meurtre, lorsque vous dites : « Nous aurons notre *Tutgenbund* (association germanique qui commet des attentats). Nous avons semé un grain qui finira bien par lever. »

« Le grain est levé : il s'appelle Villain et si Villain est sorti acquitté de la Cour d'assises, l'Action Française, elle, en est sortie fiévreuse ! »

Un juré (à Maurras). — Est-ce que le témoin n'a pas d'autre indication au sujet du crime lui-même ?

Charles Maurras. — Rien.

Le Président. — Vous pouvez vous retirer.

M. Allard

Mais voici M. Jacques Allard, secrétaire de rédaction et directeur de l'Action Française.

Le visage est dur, comme décapé au couteau, jaunâtre, l'air faux, le regard fuyant.

Il reçut à deux reprises Germaine Berton et, sur les indications de M. Léon Daudet, lui accorda audience après avoir demandé l'assistance de M. Marius Plateau.

M. Allard. — Toutes les personnes qui demandaient M. Daudet à l'Action Française étaient reçues par moi, surtout celles que Daudet ne connaissait pas.

M. Torrès. — Et cependant, M. Daudet, vous l'avez envoyée à vous et à Plateau ? N'avait-il pas fait prévenir la police de le garder, lui, le jour même ?

Est-ce qu'au cours de l'entrevue que Germaine Berton eut avec vous et Plateau, celui-ci ne lui dit pas : « Je vous connais, mais comme ayant fait une conférence sur la dépopulation. »

Mais M. Allard ne se souvient pas de ce qu'il a indiqué à l'instruction.

M. Torrès. — Il fallait que Plateau fut singulièrement au courant de ce qui se passait dans les milieux anarchistes pour connaître cette conférence de Germaine Berton. Quelles étaient les attributions de Plateau à l'Action Française ?

Mais M. Allard ne semble guère disposé à vouloir répondre.

M. Allard. — Marius Plateau était mon chef et je lui obéissais aveuglément. Je n'avais pas à discuter ses ordres.

M. Torrès. — Voilà un langage bien militaire. Vous êtes un militaire...

M. Allard. — Oui, un militaire de l'Armée française.

M. Torrès. — ... et d'Action Française ! Sur les instances de M. Torrès, le frère de Léon Daudet finit par convenir qu'une des attributions de Plateau était de savoir ce qui se passait chez les anarchistes.

M. Torrès. — Ne s'occupait-il pas aussi de l'organisation des manifestations ?

M. Allard. — Je n'étais pas chargé de surveiller ce qu'il faisait. Vous vous abritez derrière votre robe pour me poser de semblables questions.

M. Torrès. — Je l'enlèverai quand vous voudrez et serai à votre disposition. Vous ne m'empêchez pas de poser les questions que mon devoir de défenseur m'oblige à vous poser. La question est assez simple pour que vous puissiez y répondre. Vous donnez à penser qu'il s'agit d'une organisation clandestine de guerre civile.

Un chahut effroyable recommence qui ne se calme que sur cette déclaration de M. Allard :

« Je savais que Plateau, par ses fonctions, était appelé à s'occuper des anarchistes. C'était mon chef. Je lui obéissais. »

M. Torrès. — MM. les jurés apprécieront les réserves que vous faites.

L'audience est suspendue à 3 h. 40.

Léon Daudet

Pourquoi a-t-on fait durer si longtemps cette suspension d'audience ? Est-ce pour permettre à M. Léon Daudet de recruter le ban et l'arrière-ban de ses amis avocats et journalistes, afin que, pendant sa déposition, il ait l'assurance d'être soutenu par un « public » d'Action Française, qui vient renforcer les brigades d'agents en bourgeois massés dans le fond de la salle. En tout cas, pendant cette suspension qui dure près d'une heure, la salle se remplit de personnes qui s'écourent, dès que Daudet aura terminé sa déposition.

Le voici. Il passe entre deux haies de policiers jusqu'à la barre où il commence sa déposition.

Dès le début, on voit que cet homme n'est pas un fou ; car, pour les inconstants, il a bien su laisser sa folie furieuse à la porte du Palais de Justice. Il s'est assigné un autre rôle : celui de ne pas laisser le jury par ses outrances coutumières et de se refuser à reprendre devant les Assises la thèse abracadabrante qu'il ne cesse cependant de défendre dans les colonnes de l'Action Française. Tout cela dans l'espoir de faire condamner au maximum l'ennemi qu'il a eu peur d'affronter lui-même : Germaine Berton.

En vain, avons-nous attendu l'ouverture de sa quotidienne bouche d'égoût. Pour une heure il s'est contenu et il est resté dans une simple exposition de faits, au sujet de la mort de Plateau. Comme nous le laissons prévoir hier, Daudet n'a pas osé. Devant le sentiment de respect inspiré par Germaine Berton à tous les assistants du procès, il n'a pas eu le culot de l'insulter comme de coutume.

Ce fut un dégonflage absolu.

Voici donc l'exposé terne et plat que fit le pamphlétaire habituellement si virulent. Au lieu du vitriol coutumier, Léon Daudet usa d'un hypocrite et banal vinaigre :

Léon Daudet. — Le 15 décembre de l'année dernière eut lieu, à la Chambre, la séance décisive concernant l'occupation de la Ruhr.

« A l'issue de la séance, André Lefèvre me prit à part et me dit qu'il avait été prévenu qu'à l'occasion de l'occupation de la Ruhr des troubles graves devaient être déchaînés à Paris par un triple attentat. Je répondis que des menaces semblables ne me semblaient pas étonnantes et que personnellement je prendrais des mesures en conséquence. »

« Le 11 janvier, des troupes françaises poussèrent jusqu'à Essen. »

« L'occupation de la Ruhr, mesure de sécurité, se réalisait. »

« Je me trouvais donc dans la situation morale où je m'étais trouvé au moment de la publication de mon livre *L'Avant-Guerre*, en 1913. Je voulais avertir mon pays de la catastrophe qui s'appêtait à fondre sur lui. »

« J'ai fait tout mon possible pour éviter la guerre et son retour. »

« Or, voici que le samedi 20 janvier, au matin, j'étais vers les 10 heures en train de travailler à mon bureau quand on vint me dire qu'une jeune femme demandait à être introduite auprès de moi. Je répondis qu'elle devait aller à l'Action Française. La visiteuse insista et écrivit une lettre où elle disait avoir des renseignements importants à me fournir intéressant la sécurité de ma vie et celle de Maurras. »

« J'examinai cette lettre avec soin et j'en conclus que j'avais affaire soit à quelqu'un qui voulait me renseigner, soit à un ennemi venant pour commettre un attentat. »

« Cette dernière supposition — étant donné les menaces que j'ai souvent reçues — me paraissait la moins vraisemblable. Toutefois, je priai ma femme de courir à l'Action Française et de prévenir Marius Plateau de la visite que j'avais refusée de recevoir et que je priai de faire recevoir par deux personnes : Jacques Allard et Marius Plateau. »

« J'arrivai au journal à mon heure habituelle. La visiteuse revint et fut reçue par ceux que j'avais désignés pour cela. Allard et Plateau me dirent qu'ils n'avaient pas pu démêler clairement de quoi il s'agissait. »

« Le dimanche se passait sans incident. J'avais dit qu'il ne fallait pas recevoir seul cette femme si elle revenait. »

« Le lendemain, je n'allais pas à Saint-Germain-l'Auxerrois. »

« Le soir, j'étais en train de travailler quand un confrère vint me dire : « Une femme vient de tuer Marius Plateau. Il est mort. Elle est mourante. »

« Ensuite commença l'instruction de l'affaire. Le crime était patent. Mais était-ce un acte individuel ou une expression de la volonté collective des anarchistes ? Jusqu'alors je ne m'étais jamais trouvé en présence des anarchistes comme ennemis. »

« Les affaires de trahison que j'ai menées en collaboration avec la justice régulière — notamment l'affaire du *Bonnet rouge* — ne comportaient aucune personnalité du monde anarchiste. Ni le ministre de l'Intérieur Malvy, ni Caillaux n'étaient des anarchistes. »

« Si nous avions eu de grandes polémiques de faits avec les socialistes et les radicaux-socialistes, nous n'en avions jamais eu avec les anarchistes. Donc, l'intervention de l'anarchie ne s'expliquait pas. »

« Le 8 février j'appris qu'un homme, qui avait vécu 8, rue de l'Écuier, en compagnie de Germaine Berton, Harmant Gohary, venait d'être retrouvé le front percé d'une balle. Sur le carnet de cet homme on avait trouvé mon nom. On me dit que cet homme avait été chargé de m'exécuter et que la meurtrière de Plateau n'avait fait que prendre la suite de sa mission. »

« En fait, le juge d'instruction, M. Devise, n'avait pas connu l'adresse de Gohary avant sa mort. Plainte fut déposée par moi entre les mains de M. Colrat. Le 8 mars, je déposais une nouvelle plainte entre les mains de M. Maunoury. Le mois suivant, 16 avril, une instruction fut ouverte, à propos de l'affaire Gohary, pour association de malfaiteurs. Elle fut close en septembre par un non-lieu. »

« C'est tout. On attend qu'il continue par ses injures coutumières sur Germaine Berton, sur les anarchistes. On attend qu'il enfourche son grand dada favori, au grand galop de l'épileptie. Non, il ne dit plus rien. C'est fini. »

Visiblement, on sent que Léon Daudet réserve sa bouffonnerie pour les lecteurs de l'Action Française. Ici, devant Germaine Berton, que tous peuvent voir dans sa pure fierté, ça ne prendrait pas.

Aussi, lâchement, hypocritement, s'abstient-il. Mais M. Torrès va le harceler de questions.

M. Torrès. — Est-il exact que le jour même où il donnait à MM. Allard et à Plateau l'ordre de recevoir Germaine Berton, M. Daudet s'adressait au commissaire de police de son quartier pour lui demander aide et protection ?

Léon Daudet. — En effet, dans le même temps que j'envoyais ma femme à l'Action Française, j'allais prévenir le commissaire de police afin qu'il prenne des mesures pour ma sécurité.

M. Torrès. — Est-ce que cette révélation n'a pas été faite par le ministre de l'Intérieur au cours de l'interpellation sur les affaires Viollette, Mare Sangnier ?

Léon Daudet. — J'ai fait cette démarche et c'est M. Maunoury qui l'a révélée à la Chambre des députés.

M. Torrès. — Au cours de l'instruction, vous n'avez oublié qu'un détail : Au moment où vous envoyez Germaine Berton chez MM. Plateau et Allard, vous allez demander, vous, la protection de la police. Et est-il exact que M. Magne, député royaliste, a protesté contre cette révélation ?

Léon Daudet. — Je n'y attachais pas d'importance.

M. Torrès. — Vous êtes très soucieux de votre sécurité. Est-il exact qu'une surveillance a été organisée par la police à la suite d'une simple lettre de demande de secours faite par un tueur ?

Léon Daudet. — Je paie mes impôts et quand des assassins me sont délégués, il est naturel que je prenne mes précautions. Je n'ai pas fait assez attention !

M. Torrès. — Pour Plateau. Pas pour vous-même.

« Est-il exact que M. Léon Daudet ait accusé de complicité d'assassinat d'importants fonctionnaires ? »

Léon Daudet. — Messieurs les jurés, ceci est la partie politique de l'affaire. Je suis fermement décidé à ne pas y répondre.

M. Torrès. — N'est-ce pas pour aider la justice dans ses recherches que M. Léon Daudet a dit : « Nous réclamons l'arrestation immédiate de MM. Ducrocq, Dumas et Guichard » ?

« Tout à l'heure, M. Charles Maurras nous a répondu au sujet de l'affaire Gregori. Est-il exact que l'Action Française a organisé une souscription en faveur de Gregori, auteur d'un attentat contre le capitaine Dreyfus ? »

Léon Daudet. — Je ne vois pas le rapport que cela peut avoir avec l'affaire qui nous appelle ici.

M. Torrès. — Les juges jugeront votre silence.

« Est-il exact que le directeur politique de l'Action Française, M. Léon Daudet, a publié une lettre dans laquelle il disait « toute sa joie de l'acquiescement de Gregori » ? »

Léon Daudet se défile encore.

M. Torrès. — Est-il exact que vous avez fait l'apologie de l'attentat de Goumaris ?

Daudet se refuse à répondre.

M. Torrès. — N'avez-vous pas écrit : « Il est bien dommage qu'il ne se soit pas trouvé en Russie une Charlotte Corday pour abattre Léning ! »

Léon Daudet. — J'ai écrit ce texte, mais en Russie aucun royaliste n'a encore tué Léning.

M. Torrès. — Vous êtes une sorte de Marat royaliste. Est-ce que vous ne pouvez pas vous attendre à ce que surgisse une Charlotte Corday anarchiste ?

Léon Daudet. — Marat était un criminel. Plateau, lui, était un héros !

M. Torrès. — N'avez-vous pas organisé une bande de criminels : les camelots du roi ?

Léon Daudet. — M. Clemenceau honore du toilement Maxime Real del Sarte, leur chef.

M. Torrès. — Marius Plateau n'était-il pas secrétaire des camelots du roi ?

« De quoi était chargé Marius Plateau ? »

Léon Daudet. — Il était chargé par moi de la surveillance des ennemis de la patrie. « Depuis la guerre, il était affecté par moi à rechercher quels étaient ceux qui voulaient saboter la victoire. Il était aussi chargé par moi de défendre les membres du gouvernement. »

M. Torrès. — N'avait-il pas accumulé des fiches organisant ainsi tout un plan de mobilisation civile ?

Sur ce point encore Léon Daudet se refuse à toute réponse.

Il n'y a plus rien à tirer de la bouche de cet homme. Il ne dira rien de ce qu'il pense, car il sait parfaitement que l'expression habituelle de sa pensée dérouterait contre lui les gens de cœur et de raison qui l'entendraient dans le jury. Hypocritement, il masque son tempérament, refreine son besoin d'ordures, évite les incidents possibles.

Mais avant qu'il parle, Germaine Berton veut opposer sa claire franchise à la défilade oblique de l'odieux politicien.

Une fière déclaration de Germaine Berton

Germaine Berton. — Monsieur Léon Daudet, vous venez de dire que M. Lefèvre vous avait parlé d'un attentat. Ce que vous ne dites pas, c'est que M. Lefèvre avait prétendu que cet attentat était inspiré par l'Allemagne.

« Je puis vous dire que, si certaines personnalités marchent pour de l'argent, moi je n'ai jamais agi pour l'argent. J'ai voulu vous tuer parce que vous étiez responsable de l'assassinat de Jaurès. Je suis anarchiste, mais cela ne m'empêche pas de vénérer Jaurès. »

« Mon grand-père, un vieux socialiste, me menait dans les meetings pour l'entendre. J'en ai conservé le souvenir profond. »

« Hier, deux questions me furent posées : l'une par M. le président, qui me demandait si j'avais du respect ; l'autre, par M. Campinchi, qui voulait savoir si je regrettais de ne pas vous avoir tué. »

« En votre présence, je vais répondre d'un seul coup à ces deux questions : Je regrette douloureusement d'avoir tué Marius Plateau à votre place ! »

Léon Daudet, visiblement gêné, ne répond rien.

Quand il s'en va, une foule d'assistants part en même temps que lui. Ce sont, déguisés en avocats et en journalistes, les gardes du corps du royal froussard.

Réal del Sarte

Celui-ci serait — si l'on peut dire un des moins antipathiques « parmi les camelots du roi ».

Sa franchise est à souligner.

Avec émotion il parle de son ami Marius Plateau qu'il aimait comme un frère.

Sur une question de M. Torrès, Maxime Real del Sarte répond que Plateau avait pour tâche de parer aux coups que les autres devaient recevoir.

M. Torrès. — En quoi consistait cette tâche ?

Maxime Real del Sarte. — Messieurs les jurés, Marius Plateau était secrétaire général des camelots du roi. Il a rempli sa mission avec un soin vigilant...

M. Torrès. — Était-il chargé d'organiser des manifestations dans la rue, lorsque des événements le commandaient ?

Maxime Real del Sarte. — Certainement.

M. Campinchi. — On a reproché aux camelots du roi que leurs cannes étaient de mauvais arguments.

Maxime Real del Sarte. — La pensée ne suffit pas. Il faut aussi des poings pour la défendre. Sans cela, elle n'est rien. Une canne, quelquefois, est nécessaire ; c'est un instrument que la guerre nous a fait considérer comme une amie !

Déclarations qui sont bien en contradiction avec celles de ses camarades : les témoins précédents !

Mais déclarations franches et non équivoques.

Vers 6 heures moins cinq, l'audience est levée et remise à aujourd'hui midi trente.

Toujours des mensonges

Les journaux ont prétendu, après une parole malheureuse du Président, que notre camarade Charles d'Avray avait prétendu que Germaine Berton était une paresseuse. Rien n'est plus faux et il suffit de se reporter au mémoire déposé par Ch. d'Avray entre les mains de la justice pour s'apercevoir de l'inexactitude des ragots de la presse.

A travers le Monde

ALLEMAGNE

Si nous faisons comme eux ?

Les journaux allemands annoncent que la diminution des fonctionnaires projetée par le gouvernement comprendrait de 300.000 à 400.000 fonctionnaires. Quand donc notre « chère » république se décidera-t-elle à en faire autant ?

ANGLETERRE

Les sans travail

Londres, 18 décembre. — 1.180.200 sans-travail des deux sexes sont inscrits sur les registres du ministère du Travail. Et cela constitue une diminution de 64.200 sur les quatre dernières semaines ! Pendant ce temps, des politiciens ont le front d'encourager la repopulation. Que mangeront-ils donc ceux qui viendront ?

EN GRÈCE

ATTENTAT contre le Général Botzaris

Athènes, 19 décembre. — Un attentat contre le général Botzaris, rappelant en tous points le meurtre du général Tellini à eu lieu sur la route de Janina. Selon le rapport officiel, le général Botzaris remuant à Janina avec un autre officier hellène, fut avisé par des paysans qu'une embuscade avait été dressée sur son chemin. Le général et les soldats qui l'accompagnaient descendirent de leur automobile et trouvèrent au 43^e kilomètre la route barrée par un tronc d'arbre et des pierres mais ne découvrirent personne aux environs. (Havas).

ENFIN !

Athènes, 19 décembre. — Les souverains grecs ont définitivement quitté le pays et se sont embarqués, à 16 h. 45, à bord du *Daphné*, à destination de la Roumanie. Décidément, c'est l'exode des rois en Europe. Mais ça ne suffit pas.

NORVÈGE

Vers le pôle

Christiania, 18 décembre. — Le capitaine Amundsen annonce qu'il a conclu avec le secrétaire de la marine des Etats-Unis et le Président de l'organisation aéronautique américaine des accords qui lui permettront de survoler le pôle en aéroplane en partant du Spitzberg pour aboutir à l'Alaska. Des gardes spéciaux des postes des régions polaires accompagneront l'expédition; les autorités américaines et norvégiennes de ces postes ont accepté ces arrangements. L'expédition aura trois aéroplanes qui sont maintenant en cours de construction. L'expédition se mettra en route vers le Nord, aussitôt que possible; le vol au-dessus du Pôle Nord aura lieu entre le mois de mai et le mois d'août. Les principaux membres de l'expédition sont l'aviateur américain Ralph Davison et un amateur américain de descendance danoise.

SUISSE

Ces bons aristocrates

Il y a quelques mois, un client de passage au buffet de la gare de Corvay, après un copieux repas, faisait monter le tenancier, M. Canonica, auquel il se présentait sous le nom de prince Ferdinand de Bourbon, duc de Reale, pour lui emprunter 2.000 francs sous prétexte que la rente de 25.000 pesetas qui lui est servie mensuellement ne lui était pas encore parvenue. Devant l'allure véritablement aristocratique de son client, M. Canonica, confiant, prêta la somme demandée. Etant depuis lors sans nouvelles du prince, M. Canonica déposa une plainte et l'en-

quête révéla des faits intéressants. C'est ainsi que les renseignements obtenus de milieux autorisés, établissent qu'il s'agit non pas d'un prince de Bourbon, mais du duc de Durcal, de haute noblesse espagnole, qui a réussi à faire d'autres dupes à Genève. Il s'est fait prêter notamment 25.000 francs par un habitant d'un quartier aristocratique de Genève et 2.000 francs par un baron anglais. Il est probable que d'autres « emprunts » vont être signalés au Parquet. Le pseudo-prince, qui a dilapidé sa part de fortune paternelle, serait actuellement professeur dans un dancing de Whitechapel à Londres. Et nous sommes certains que ce délicat personnage pourra continuer ses exploits en toute tranquillité... Ah ! s'il s'agissait d'un vieil ouvrier ayant volé un pain...

A travers le Pays

Encore le régime Le Trocquer

Avant hier, 18 décembre, vers 7 h. 55, le train venant de Saint-Denis et allant vers Paris coupait les deux jambes d'une jeune fille de 16 ans, Mlle Dufour, 123, avenue du Président-Wilson, à la Plaine-Saint-Denis. Après quatre heures de souffrances horribles, la malheureuse décédait. L'accident s'est produit à la station de la Plaine. La Compagnie du Nord nous semble grandement responsable, à tous les points de vue. Il a fallu que deux ouvriers du bâtiment se portent au secours de l'accidentée en détachant eux-mêmes le brancard de secours de la gare. Y a-t-il du personnel en suffisance à cette gare dangereuse pour protéger la vie des voyageurs ? Nous pensons que non. Les portillons des barrières ont-ils été fermés à temps pour empêcher l'infortunée de courir à la mort ? Qu'importe la vie d'une petite ouvrière sous le régime catastrophique de M. Le Trocquer ? E. REBUT.

EPILOGUE des grèves 1919-1920 à Carmaux

Castres, 19 décembre. — Le tribunal de Castres, devant lequel avait été renvoyée l'affaire des mineurs contre une compagnie de mines de Carmaux, vient de rendre son jugement qui est naturellement défavorable à la thèse des mineurs. Voici l'analyse du jugement : les deux grèves qui ont éclaté en 1919 et en 1920, en rompant le contrat de travail, ont rompu toutes les conventions relatives au dit contrat ; il aurait fallu, pour avoir gain de cause, que les mineurs prouvent que, postérieurement à la fin de la dernière grève, et avec le rétablissement du préavis, de nouvelles conventions avaient été conclues en la forme prévue par le Code du travail, c'est-à-dire écrites et déposées. Or, cette preuve n'a pas été rapportée. Il eût été étonnant qu'il en soit autrement. Voyez-vous ça, si c'avait été la compagnie qui fût dans son tort !

Ils ne lâchent pas Midol

On sait que Midol a été récemment remis en liberté par Avignon. Le voici aujourd'hui réclamé par la Cour d'Assises du Gard pour le 14 janvier, sur la même inculpation que précédemment. Il s'agit de sa circulaire, de février 1920, recommandant aux cheminots de ne pas obéir aux ordres de mobilisation et aux ordres de la Compagnie. Cette comédie ne va-t-elle pas bientôt finir ?

Les Communistes devant les élections

Saint-Etienne, 19 décembre. — La Fédération de la Loire du parti communiste S. F. I. C., a décidé de porter ses suffrages pour les élections sénatoriales sur les camarades Midol, cheminot révoqué ; Sadoul, condamné à mort ; Canonica, marin de la Mer Noire ; Boriot, secrétaire des Jeunesses communistes emprisonné, et Golsky emprisonné également.

ouvriers en armes traversaient la maison, entrant par la porte d'en haut pour sortir pas celle d'en bas où se trouvait son père. Mais le moyen de quitter Bon ? Lorsque les heures sonnaient à Saint-Polycarpe, elle comptait les coups sur ses doigts. « Papa m'a promis de rentrer à la nuit ! » La nuit vint sans ramener le père. Que son cœur était gros en allumant la lampe ! Elle fit la soupe de Bon, et quand le marmot fut endormi, elle le déshabilla doucement, le coucha, le borda et s'assit à son chevet, un travail de couture sur les genoux. Elle ne put tenir en place. Elle se levait, allait écouter à la porte, regarder à la fenêtre, revenait s'asseoir. Elle entendait une rumeur lointaine; mais les coups de feu devenaient de plus en plus rares. La bataille devait être finie ou du moins interrompue. Pourquoi donc son père ne rentrait-il pas ? Onze heures, maintenant. Elle s'assoupit. Une heure, elle se réveilla. Deux heures, rien.

Tout à coup, la fusillade rompit le silence. Les deux coups de canon firent sur le quai Saint-Clair, au-dessus de la côte, ébranler les vitres. Elle tressaillit, porta la main à son cœur et regarda son frère. Bon reposait, les bras étendus, en moiteur, les joues roses dans les ruches de son petit bonnet. Elle eut peur. Elle regarda de nouveau à la fenêtre, et vit la succession des coups noirs mal éclairés par trois réverbères fumeux. Des nuages noirs, inégaux, à bords déchirés, passaient dans la lividité du ciel. Toujours là, rumeur vague; puis de nouveau dans le lointain, des coups de feu. La petite n'y tint plus. Elle prit la lampe et s'avancée dans le corridor, voulant à toute force voir un visage, entendre une voix, se rassurer au contact de quelqu'un.

Elle frappa à la porte en face de la sienne. — Qui est-là ? dit une voix dure, thaud. Mon père n'est pas rentré...

Lettre ouverte à Maxime Real del Sarthe Président des Camelots du Roy

Vous avez, Senor, la rare fortune et l'insigne honneur de commander, en notre douce France, l'héroïque bataillon des camelots du Roy. Nul plus que vous ne semblait destiné à diriger l'armée du nationalisme intégral. Issu d'une des plus anciennes familles françaises, l'olivâtre de votre visage, l'éclatante blancheur de votre corne, la souplesse de votre taille et ce regard fuyant, quelque peu mystérieux, sont les indélébiles marques de cette vieille noblesse bretonne dont s'esplendit toute votre personne.

Car n'est-il point constant que tel homme, qui vit le jour à Lyon, à Paris, à Montmartre même, malgré des apparences à quoi seuls pourraient s'attarder de superficiels esprits, est moins Français que tel autre né à Corrientes ou Acouzagua ?

Je ne saurais, certes, magnifier comme il convient l'énergie que vous insufflâtes aux aimables jeunes gens que préparent pieusement les bons frères à leurs futures occupations et dont vous parachevez l'éducation chevaleresque.

Grâce à vous, le sang de leurs aïeux ne s'est point appauvri dans l'inaction. Sans peur et sans reproche, ne les avons-nous pas vu griffer des jeunes filles, assommer des trépanés, engager audacieusement de terribles luttes lorsqu'ils n'étaient que dix contre un ?

N'ont-ils pas, dans leur généreuse ardeur, brisé leurs ongles roses contre d'infâmes machines qui, dans la nocturne complicité, accomplissent, 365 fois l'an, leur besogne d'empoisonnement social, les linotypes dont l'origine allemande ne saurait passer inaperçue à vos yeux vigilants ?

Il se sont abaissés à vendre dans les rues votre journal, et la sueur du peuple, collée aux monnaies de la Gueuse, a souillé leurs mains pures.

Parfois, la magistrature — laquelle, vous ne l'ignorez point, est aux ordres de l'Anarchie — a tenté de briser leur généreux élan. Souffrez, Senor, que je vous exprime publiquement l'admiration que vous m'inspirez par votre adresse à tirer, en ces délicates conjonctures, votre épingle du jeu, alors que d'autres, moins habiles, écopaient quelques semaines de tôle, sans préjudice des pistoles qu'ils étaient contraints de verser. Mais n'assure-t-on point que vous les, dédommageâtes de quelques maravedis ? Et ne sied-il point à tout chef de se conserver intact, à l'admiration de ses hommes, au commandement qu'il est tenu chaque jour d'assurer ?

Car vous vous dépensez sans mesure à émettre des ordres de ralliement, dépêcher des courriers secrets, compléter vos fiches policières, préparer, lentement certes, mais sûrement, sans aucun doute, l'étranglement de Marianne, vile catin, que votre supérieur hiérarchique Léon Daudet tenta en vain de féconder.

L'exécuteur même de ces travaux a interdit au général sculpteur que vous êtes de toucher jamais à un burin. Et, de cela, je ne puis me consoler. Vous eussiez pu, dans la fièvre ardente de la création, fixer dans le marbre l'auguste visage et le non moins auguste bas-ventre de votre affectionné Philippe. Reproduit en plâtre à quelques centaines d'exemplaires, les fidèles serviteurs du Roy — et vos propres soldats — se fussent agenouillés devant l'icône sacrée, et les jeunes filles royalistes eussent tressé des couronnes de lis et, de leurs mains savantes, enfilé le priape du Roy souverain, pensant, avec un délicieux émoi, aux nobles destinées de Mme de Maintenon, de Mlle de la Vallière et de tant d'autres...

Et quel ne fut pas sans doute votre regret de renoncer à la gloire qui s'offrait à vous et quelle ne fut pas votre abnégation !

Mais vous trouvez, à continuer l'action que vous avez entreprise, la plus douce consolation.

Car vous ne chômez guère, je le crains, et vos vaillantes troupes vont être exposées à de rudes coups. L'Anarchie se dresse, triomphante, et menace vos positions. Sans doute, ne sera-t-il point excessif de rallier tous vos renforts, et peut-être même aurez-vous, d'aventure, bien qu'inévitablement paraisse telle supposition, l'occasion de tirer de la gaine, où elle achève de se rouiller, la navaja de vos ancêtres ; mais peut-être encore n'en pourriez-vous sortir que le manche.

Claude GUINOT.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Vous avez déjà sans doute entendu parler de M. le substitut Frémicourt.

C'est un magistrat qui ne mène pas ses mœurs quand il s'agit de demander l'application de la loi bourgeoise dans toute sa rigueur au « bénéfice » de camarades anarchistes coupables d'avoir sur un mur innocent, affiché telle pensée « subversive » et grandement susceptible d'amener à penser le pauvre être humain.

S'il s'agit d'un vol bénin, commis par un salarié trop mal payé, ou par un malheureux qui n'a plus d'autres alternatives que de prendre à manger où il y en a ou de crever. M. le substitut enfle la voix, fait de grands gestes et obtient, d'ailleurs avec la plus grande facilité, le châtiment prévu et dûment désigné par tel article du code pénal. Les années de prison tombent comme grêle sur les épaules des pauvres délinquants. Et si, par malheur, une serrure trop rebelle nécessite une opération aussi délicate que nocturne, si un gardien de la propriété trop zélé se trouve mis à mal, c'est le bagne et parfois la Veuve.

Je n'approuve ni ne condamne, je constate.

Or, le tribunal correctionnel s'occupe justement d'une affaire d'escroquerie peu banale, puisque le montant des détournements se chiffre par 22 millions. L'inculpé principal est M. Jean Galmot, député, qui fut selon la parole du substitut lui-même, un des maîtres du marché des rhums. Je tiens à bien faire remarquer que les vols, qui étaient eux-mêmes et certainement des vols, ne m'intéressent pas plus que l'inculpé Galmot, mais je tiens à souligner les attitudes différentes de la presse et de la justice, suivant les situations sociales des justiciables.

Dans cette affaire de spiritueux, M. le substitut ne pouvait manquer d'être ému. Il le fit bien voir. Son réquisitoire fut tout sucre et tout miel. Une longue suite d'excuses et de compliments.

M. Jean Galmot est selon lui, intelligent, entreprenant (je le crois), audacieux, acceptant (c'est assez rare, mais quand il n'y a pas de risque pourquoi se gêner ?) toute la responsabilité de ses actes. Mais c'est aussi un rêveur, à tendances mystiques, un poète.

Rhum, Rhum, l'unique objet de mes ardeurs ! Toutes ces qualités n'enlèvent naturellement pas aux faits leurs caractères délictueux. Simple peccadille, péché veniel déjà expié.

Avec votre intelligence et votre labeur vous êtes de ceux qui peuvent se réhabiliter très vite.

Telle fut la conclusion du défenseur de la loi. Donc M. J. Galmot, qui n'a fait à la sacro sainte propriété qu'une entorse de 22 millions, va retourner à son « labeur » qui n'a d'ailleurs jamais quitté, et qui consiste à nager avec les saumures de son espèce dans les eaux troubles de la finance et de la Politique.

Pendant ce temps, le nommé Tariempon, ouvrier sans travail, qui pour manger avait barboté un pain de deux livres et un camembert purgé les six mois de prison que lui a infligés la justice républicaine, après réquisitoire d'un substitut hargneux.

Il vaut mieux, voyez-vous, « barboter » 22 millions.

Pierre MUALDES.

Membre de l'Institut

Entendu à l'audience du procès de Germaine Berton, pendant la déposition du Docteur Paul.

Il paraît qu'il vise à l'Institut, le docteur Paul...

Quel Institut ? Ah ! j'y suis, sans doute l'Institut médico-légal. La Morgue, c'est bien de sa compétence.

« D'un couvent à l'autre ? »

C'est le titre sous lequel *Le Raffut* signale à ses lecteurs la conversion à l'anarchie de saur Claudia, l'ancienne gardienne de Germaine Berton à Saint-Lazare.

Vraiment ? « D'un couvent à l'autre » ? Dans ces conditions, quand donc le globe sera-t-il couvert de « couvents » comme le nôtre où ont place l'amour, la liberté, l'air

et le soleil, choses qu'ignorent les habitants des « autres » couvents ?

Faits divers.

Les journaux nous apprennent que Mme Cléo de Mérode réclame 100.000 francs de dommages-intérêts pour un film considéré par elle comme injurieux.

Mme Delavet a perdu une barrette de 100.000 francs.

Un de mes copains a perdu sa paie de la semaine, soit 180 francs.

Un autre chôme depuis dix jours.

Les journaux n'en ont pas parlé. Je crois néanmoins que les cas de mes camarades sont bien plus intéressants que ceux des deux madames qui ne doivent pas être trop gênées par la vie chère.

A l'assaut de la C. G. T. U.

A Bourges, l'élément féminin était représenté par 22 ou 23 déléguées, dont 17 ou 18 amazones envoyées aux frais du P. C., parmi lesquelles de vieilles chevrons comme la citoyenne Suzanne Giraut et la secrétaire (oui, ma chère) du capitaine Treint, que la C. G. T. U. avait eu l'avantage de recruter en l'an de grâce 1923.

Avec des troupes aussi fraîches que vaillantes, la Commission féminine fut prise d'assaut, sans coup férir.

Nous aimerions savoir combien il y avait de Tomasi, de Cadeau, de Verth, de Bazin, de Ricu et autres arrières-Treint soudoyés par le P. C. pour s'emparer de cette pauvre C. G. T. U. livrée par les Monmousseau et Cie.

Voyons quels sont les frais du P. C. pour le Congrès de Bourges ? Et d'où vient l'argent ?

La Vie des Lettres

Le docteur Proust a classé et préparé pour l'imprimerie les nombreux manuscrits laissés par son frère, Marcel Proust ; ils constituent plusieurs volumes qui seront publiés d'ici à trois ans.

Le grand prix Floral (5.000 fr.) a été donné à M. Gabriel Maurière pour son roman « A la gloire de la terre ». Le jury était composé de Lucien Descaves, V. Marguerite, G. Duhamel, Vildrac, Séverine, G. Boncour, R. Dorcelles, Rosny aîné.

M. Marcello-Fabri travaille en ce moment à deux romans : *La Sainte et les Miraculées* et *Recherche de la foi*, à une bouffonnerie romanesque, *Les deux enfants du Milliardaire aux six Maisons*, et à un ouvrage d'esthétique où sera étudié le synchronisme des Affirmations.

La Revue critique des idées et des livres prépare un numéro spécial sur Maurice Barres.

La Société des Gens de Lettres a décerné ses prix annuels. Citons, parmi les lauréats, Daniel Riche (prix Chauchard) ; Edmond Sée (prix Zola) ; M. Levaillant ; X. Privas ; Victor Snell ; O. Prévails ; H. Bachelin ; Edmond Teulet, etc...

Communistes condamnés

Annecy, 19 décembre. Au tribunal correctionnel d'Annecy, a été appelée ce matin l'affaire du Travailleur Savoyard, journal communiste, poursuivi pour provocation de militaires à la désobéissance et propagande anarchiste.

Le gérant avait fait opposition au premier jugement le condamnant par défaut à 600 francs d'amende. Ni lui, ni son défenseur, M. Albert Fournier, du barreau de Paris, ne se sont présentés.

Le tribunal, sur la réquisition du procureur a confirmé le premier jugement.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Lorsque c'est eux

Montpellier, 18 décembre. — Un pharmacien de Montpellier vient d'être inculpé dans l'affaire des carnets médicaux. Appelé devant le juge d'instruction, il a déclaré ne vouloir répondre qu'en présence d'un avocat. Le praticien qui est prévenu pour escroquerie au préjudice de l'Etat, a été laissé en liberté.

Elle n'avait plus peur. Mais l'envie de voir quelqu'un la tenait l'œil.

Ce n'est pas M. Lagoutte qui me repoussera.

Elle suivit le corridor. Tout au fond, dans un angle, se trouvait une porte plus basse que les autres. Elle s'arrêta devant cette porte.

Monsieur Lagoutte, est-ce que vous dormez ?

Dormir, moi, par une nuit pareille ! Ouvrez-moi.

couché. Laisse-moi le temps de passer mon — Attends. Je ne dors pas, mais je suis habit.

Deux minutes après, M. Lagoutte parut. L'habit dont il parlait était bien un habit. C'était même un habit à la française, en drap couleur canelle, avec des boutons de métal et de larges poches extérieures sur les côtés, un habit de député du Tiers-Etat. On cherchait le frémissement de la queue sur le collet. Une culotte courte et des bas drapés complétaient ce costume que certains bourgeois retardataires portaient encore en 1815, mais que M. Lagoutte imposait en 1831. Il était à la fois le directeur d'un des dix théâtres de Guignol qui florissaient à Lyon, le principal auteur des pièces qu'on y donnait, et le principal acteur qui interprétait ces pièces. Mais avant de faire mouvoir et parler des comédiens en bois, il avait lui-même joué la comédie, et il avait conservé de son ancien état cette face glabre où le rasoir laisse des ténus bleus. Sa figure noble, allongée, aux traits réguliers, se distinguait par un jeu des yeux qui regardaient chacun d'un côté différent. Grâce à ce don naturel, M. Lagoutte pouvait embrasser un plus vaste espace que les autres hommes, et il ne laissait pas de s'étonner qu'un tel privilège fût sourie au lieu d'exciter l'admiration. (A suivre.)

(3) Feuilleton du Libéraire 20-12-23

Le Drapeau Noir par Tony RÉVILLON

PROLOGUE

II Les orphelins

Elle avait partagé le regret de son père de ne pas s'être trouvée à Paris aux journées de Juillet, et la légende des sergents de la Rochelle avait plané sur son berceau. Aussi n'avait-elle manifesté aucune surprise, lorsque, le lundi matin, le chapelier était sorti de chez lui pour monter à la Croix-Rousse en disant : « Je vais voir un peu ce qui se passe là-haut. » La question des tarifs ne l'intéressait en rien, mais il voulait donner un coup de main aux camarades. Il était revenu le soir, exalté, expansif, la bouche pleine du récit de la bataille. Bon, pendant qu'il parlait, attachait sur lui ses yeux grands ouverts.

— Fillette, regarde donc ton frère. Ce n'est pas possible ! On dirait qu'il comprend !

Peu à peu, son expansion était tombée. Il avait pris un air grave, et le mardi, en partant, il avait embrassé ses enfants avec plus de chaleur et d'effusion que d'habitude.

— A ce soir, n'est-ce pas, père ? avait dit Mémé.

— Je te le promets. A ce soir ! Toute la journée elle écouta les bruits de la ville, tressaillant à chaque décharge. Des

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Le Conflit de la Cristallerie DE COURBEVOIE

Les verriers de Courbevoie réunis en assemblée générale à la Maison du Peuple de Courbevoie décident malgré la rentrée de trois renégats, de continuer la grève à outrance.

Des camarades, qui avaient repris le travail, induits en erreur par un nommé Gris Loris, ont spontanément rejoint l'organisation.

Une délégation a engagé les pourparlers mais elle s'est heurtée à une intransigeance sans pareille. Quatorze camarades, des meilleurs ouvriers, pères de famille dont plusieurs de cinq ou six enfants seraient laissés à la rue. C'est dans ces conditions que MM. les patrons veulent rouvrir leurs portes.

Mais les camarades verriers, tous solidaires dans l'action, calmes malgré les provocations policières sont toujours décidés à mener le bon combat.

Ils se séparent aux cris de vive la grève. Les organisations ou individualités qui ont des recours à remettre à la section de Courbevoie sont priées de les faire parvenir à Fontenay Gabriel, 21, boulevard de la République, La Garenne (Seine).

Le Comité de grève.

UNE GREVE

Morlaix, 18 décembre. — Les ouvriers et ouvrières d'une usine de treillage, à 'outpol, près de Morlaix, sont en grève. Ils demandent une augmentation de salaire. Les patrons rechignent comme de coutume. Espérons qu'ils ne tarderont pas à céder.

La piscine des Tourelles

Il y a en ce moment une affaire de la piscine des Tourelles. Les journaux en parlent abondamment. Le conseil municipal s'en est occupé lundi après-midi.

Il était, paraît-il, d'abord convenu de faire un stade découvert, avec eau non chauffée, et 6 millions étaient prévus pour la construction.

Mais les architectes touchent 5 % sur les travaux et ils ont demandé une piscine avec eau chauffée, ce qui coûtera 5 millions de plus. Cela avec certaines influences et complications.

En régime capitaliste, les requins abondent et nous en avons une preuve de plus.

A ce sujet, le Syndicat unique du Bâtiment nous adresse une note qui diffère du son de cloche auquel le bon public est accoutumé. La voici :

Ce n'est pas un scandale !

« Sans doute y a-t-il quelques intérêts particuliers froissés dans cette affaire (car c'est une affaire et bonne pour certains) pour aujourd'hui, dans le 7^e mois des travaux, des édiles s'avisent à jeter les hauts coeurs. »

« Les bornes sont-elles dépassées ? Nous sommes tentés de le croire quoique jusqu'ici nous ignorions qu'il y eût des limites. »

« Devant la façon d'opérer des gros entrepreneurs de travaux publics, devant la complaisance ou l'ignorance de fonctionnaires responsables, nous nous sommes soulevés. »

« Dès le mois de juillet nous avons essayé de signaler les travaux de cette piscine, notre voix s'est perdue ainsi que nous le disions dimanche. »

« Il n'y a pas de scandale dans cette affaire, et les conseillers municipaux en conviendront avec nous quand ils réfléchiront aux diverses adjudications dont les dépenses supplémentaires ont doublé le taux de l'adjudication. »

« Ils examineront pourquoi les entrepreneurs offrent de très forts rabais et ont pourtant des bénéfices. »

« D'abord, les soumissionnaires sont assurés par avance du dépassement certain des crédits et tablent dessus, les suppléments sont toujours homologués ; en somme, le conseil est trompé sur les conditions véritables du travail et une fois engagé par la faute des services techniques, il marche pour ne pas arrêter des ouvrages en cours de route et pour dissimuler son incompréhension, pourtant forcée en pareille matière. De ce côté, on joue avec l'argent des contribuables. »

« Ensuite, les entrepreneurs comptent sur l'introduction de main-d'œuvre étrangère qui coûte moins et travaille plus docilement. De cet autre côté, c'est encore plus grave pour nous. »

« Le concessionnaire de la Ville de Paris ou du Département doit s'adresser pour la main-d'œuvre qui lui est nécessaire au service de placement. Il le fait et lui demande des ouvriers étrangers ou l'autorisation qui lui est refusée quand les statistiques accusent du chômage dans la profession intéressée. Dans ce cas (et on l'a vu pour divers chantiers à Puteaux, à Ménilmontant, ailleurs, ainsi que pour le cas qui nous occupe) l'entreprise fait venir de province, et parfois en fraude de l'étranger, des ouvriers dont à peine la dixième partie est qualifiée. Ces gens remplacent, en faisant 12 heures par jour, les ouvriers locaux qui en faisaient 8 ou 9, pour le même prix ; le repos hebdomadaire est aussi élastique. »

« Le chômage s'en trouve augmenté, entretenu ainsi que le veulent nos patrons. Et nos améliorations, si durement acquises, s'en trouvent tout compromises. C'est l'aboutissement d'une politique patronale nettement définie. »

« L'essentiel est obtenu : on a arraché un vote par une tromperie du conseil et on augmente les bénéfices en brimant la classe ouvrière de laquelle on exigera encore le paiement de la note. »

« Tant qu'à la proportion limite de 10 % d'étrangers, on s'assoit carrément dessus. A la piscine, il y en a eu jusqu'à 60 % ; on a vu, sur d'autres chantiers, franciser les noms pour pallier à l'excédent. »

« Et dans tout cela il n'y a rien que de très normal pour notre société actuelle et ses requins. »

« Le Syndicat unique du Bâtiment. »

L'IMPOT INIQUE AU DRANCY

Contre la rééligibilité

La section technique des polisseurs nickeliers, dans son assemblée du 16 décembre 1923, s'élève contre la nomination et la ratification de Bonar au poste de secrétaire confédéral, ceci en violation des statuts du syndicat des Métaux.

Blâme Berrard d'avoir failli à la probité syndicale, lui qui a tant combattu la rééligibilité des fonctionnaires.

Pour la Section technique, le secrétaire : Schmeber

DANS LES METAUX DE LA SEINE

Il leur faut de l'argent

J'apprends, hélas ! un peu tard, qu'un pauvre vieux de 85 ans, vient de recevoir un avis formel de payer mercredi 19 décembre, la somme de 85 fr. 60 d'imposition sur les salaires. Je suis tellement indigné que je ne puis vraiment trouver les mots pour qualifier une telle infamie.

Comment, voici un homme qui à 85 ans est encore obligé de se rendre à l'usine une chance pour lui encore, pour sa gagner sa maigre pitance et celle de sa compagne, il faut pour la peine qu'il en paie contribution, et dame ! s'il avait été Louchou ou tout autre Citroën ou un mercant quelconque il serait bien tranquille dans un fauteuil, en attendant l'inéluctable fatalité (la mort), mais voilà notre brave homme ne fut jamais qu'un déserteur, un esclave, et à son âge il l'est doublement.

Ce brave homme crut bien faire en s'adressant au citoyen maire de la commune et lui promit pour la prime de s'intéresser à son cas : notre bonhomme tout réjoui par cette affirmation, attendit mais peu de temps après, il recevait une sommation pour payer la somme sous peine de saisie. Quelle naïveté, il est vrai bien compréhensible chez un brave vieux qui croyait s'intéresser à lui et le faire exonerer.

Hélas ! il est trop tard pour une action quelconque et notre homme ne mangera peut-être pas, mais il devra payer. Oh ! beauté du régime.

Ch. REMONES.

Aux Syndicalistes Révolutionnaires

Les militants qui, dans leur syndicat, ont défendu l'une des deux motions de la minorité et qui voudraient s'occuper de grouper les syndicalistes de leur organisation, ont priés de se faire connaître à Marie Guillot, 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris (19^e).

On peut, dès maintenant, commander cartes et timbres à Massot, 52, boulevard de Belleville, Paris (20^e).

Dans les industries où le groupement syndicaliste est déjà constitué en comité fédéral, s'adresser directement au trésorier du Comité fédéral intéressé.

LA "BATAILLE SYNDICALISTE"

La Bataille Syndicaliste est parue ce matin et mise en vente.

Les camarades qui désirent la vendre — dans leur syndicat — ou à la porte des ateliers, en trouveront à la Fédération du Bâtiment, 33, rue Grange-aux-Belles.

Tous les syndicats minoritaires en recevront 10 exemplaires à leur siège social (comme pour le numéro précédent). Nous leur demanderons de vendre ces numéros et de faire parvenir les fonds à Saroléa, 11, rue Petit, Paris, 19^e.

Chez les Communaux de la Seine

Vers l'Autonomie

Les principaux militants des Communaux de la Seine publient un long manifeste pour se plaindre que le Congrès de Bourges se soit passé sous la férule du P.C. Et, conséquence, ils se prononcent pour l'autonomie complète.

Ils invitent leurs nombreux adhérents répartis dans les sections à se prononcer soit pour l'autonomie, soit pour l'unité avec les confédérés.

Voici la conclusion de leur appel :

« Prenant nettement leurs responsabilités, les soussignés invitent toutes les sections à se prononcer en faveur de l'autonomie complète », seule façon de permettre la réalisation de l'unité par-dessus la tête des chefs des deux C.G.T., de se libérer définitivement des politiciens de tout acabit et de se consacrer résolument à la défense de nos intérêts corporatifs, sur le terrain strictement syndical. »

Suivent les signatures des deux secrétaires Verrier et Costel, des trois secrétaires adjoints, du trésorier général, de l'archiviste, six membres de la Commission exécutive, d'une quarantaine de secrétaires ou trésoriers de sections, et d'une trentaine de militants.

Pour perfectionner notre quotidien

Souscription à l'Emprunt de 150.000 Frs

Je, soussigné (Nom, prénoms, adresse) _____

declare souscrire à _____ part _____ (nombre en toutes lettres) de cent francs chacune, pour le « LIBERTAIRE » quotidien, dans les conditions fixées par le Congrès de l'Union Anarchiste des 12 et 13 août.

_____ , le _____ 1923. (Signature)

Les souscriptions sont reçues tous les jours à l'Administration du « LIBERTAIRE » 9, rue Louis-Blanc, de 9 heures à midi et de 14 à 19 heures, le dimanche, de 9 h. à midi. Par correspondance, adresser les sommes souscrites : Chèque postal Férandel, 586-65, Paris.

Nous comprenons le désespoir des communaux en voyant notre C.G.T.U. sous l'emprise d'un parti politique, mais nous estimons qu'il ne faut pas s'en aller : il faut rester pour coopérer au redressement. Et il se fera plus rapidement qu'on ne pense.

Le quotidien des naufrageurs du syndicalisme essaie de parer à ce saut qui peut en annonçant « quatre défaits de Costel ». En langage orthodoxe, les défaits de Costel veulent dire des victoires du P.C. au détriment du syndicalisme.

Voilà le travail des politiciens dans une coopération qui avait su jusqu'à ce jour conserver une grande pensée d'unité.

Nous pensons que les travailleurs des communaux sauront, malgré tout, ne pas se diviser au profit d'un parti politique, ce qui serait bien préjudiciable à leurs intérêts.

Le syndicalisme traverse une crise grave, mais il saura la surmonter. — B.

Contre le chômage

Le syndicat des travailleurs de la pierre adresse une lettre ouverte au préfet de police.

« Il existe dans notre corporation un nombre sensible de chômeurs qui, tous les jours, sont à la recherche d'un travail problématique. Nous sommes donc surpris de rencontrer sur certains chantiers vos subordonnés agents de police, qui profitant d'un congé, s'en vont sans vergogne remplacer nos camarades chômeurs. Cependant nous ne doutons pas que ce congé ne leur soit payé. »

« Alors comment qualifier un tel acte. Nous pensons qu'il vous suffira de connaître ce fait pour le faire cesser. »

« S'il en était autrement nous serions dans l'obligation d'employer les mêmes moyens pour faire cesser ce scandale que vos agents emploient lorsqu'il s'agit de faire échouer nos revendications. »

Le secrétaire : J. Blois.

Dans les Métaux

Une protestation

Nous avons reçu la lettre suivante :

« Nous sommes fort étonnés de trouver dans le Libéraire de mardi, un compte rendu du Conseil national des Métaux dont le ton nous semble hors de proportion avec l'esprit qui a animé nos discussions au cours de ces deux journées de débats. »

« Nous pensons que pour faire un compte rendu à peu près exact, le rédacteur du Libéraire aurait pu se dérouter, assuré qu'il était d'être admis, comme toute la presse ouvrière. »

« Néanmoins, pour les lecteurs du Libéraire, nous pouvons affirmer que la discussion fut dégagée de tout esprit de tendance. Le Conseil national est créé pour mettre en application les décisions des congrès et rien de plus. C'est d'ailleurs si vrai que les deux groupes minoritaires que votre rédacteur signale ont voté comme les autres les résolutions qui l'ont été à l'unanimité et que le camarade Le Guennec lui-même est signataire de la motion d'unité dont la rédaction n'a pas, affirmez-vous, « fatigué les méninges des moscouitaires ». »

« Nous passons sur le reste des affirmations du Libéraire en enregistrant que si celui-ci s'est étendu sur deux cas qui, réunis n'ont pas tenu plus d'une heure de séance, il reste désespérément muet en ce qui concerne le travail positif accompli : comités d'usines, main-d'œuvre étrangère, Creusot. »

« Ces quelques rectifications nous semblent nécessaires : en vous demandant de bien vouloir les insérer, nous vous prions d'envoyer à l'avenir un de vos rédacteurs faire ces comptes rendus sur place, ils présenteront, tout au moins, plus de garantie de véracité. »

« Recevez, camarades, nos salutations syndicalistes. »

« Le bureau fédéral. »

Le Libéraire dit toujours la vérité. Il n'a pas le moyen d'envoyer des rédacteurs à toutes les parloires. Il maintient ce qu'il a dit, à savoir qu'il n'y avait que deux groupes syndicalistes, les 7^e et 17^e, représentés par Guennec et Mancel. Les autres groupes sont soumis au P.C., sauf les minoritaires de ces groupes, bien entendu.

Ce que nous avons publié est tellement en accord avec la pensée syndicaliste que Mancel et Guennec n'ont pas voulu signer l'inutile protestation du Bureau fédéral, que nous insérons d'ailleurs sans aucune gêne.

Quant aux Comités d'usine, à la main-d'œuvre étrangère, au Creusot, nous en avons parlé brièvement faute de place, mais nous avons bien l'idée d'y revenir, ce qui ne sera peut-être pas du goût du Bureau fédéral.

Demain nous publierons une mise au point de Chevalier et d'Argence que le Bureau fédéral n'a pas voulu insérer dans le Libéraire.

Rira bien qui rira le dernier.

Communiqués Syndicaux

Aux Syndicats Parisiens

Il est rappelé aux permanents que le Libéraire quotidien possède sa boîte à correspondance dans le bureau de la presse, n° 20, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Un rédacteur y passe chaque jour à 17 h. pour prendre les communications des organisations ouvrières.

Notre rédacteur passe également, vers la même heure, rue Grange-aux-Belles.

Des dispositions vont être prises pour que ce travail se fasse aussi à l'annexe de la Bourse, rue du Bouloi.

Nous engageons les bureaux syndicaux à nous donner tous leurs communiqués.

Bâtiment. — Réunion du conseil général, ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14.

Plombiers-poseurs. — Assemblée générale extraordinaire le dimanche 23 décembre, à 9 h., salle Varlin, à la Bourse.

Ordre du jour : Les adjudications et nos revendications.

Section des hospitaliers. — Hôpital Broussais.

À 16 h., réunion pour tout le personnel, au local habituel.

Peintres en bâtiment. — Assemblée générale ce soir, à 17 h. 30, salle Bondy.

Chaussure. — Réunion du conseil ce soir, à 20 heures précises. — Présence indispensable et exactitude.

Terrassiers. — Réunion du conseil aujourd'hui à 17 h. 30, 5^e étage.

Comité intersyndical des 5^e et 6^e. — Réunion de tous les délégués vendredi, à 20 h. 30, salle Salsac, 6, rue Lanneau.

Ordre du jour : Le Congrès de l'Union.

Jeunes Syndicalistes des métaux. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, petite salle des grèves, à la Bourse.

Un appel pressant est fait à tous les jeunes métallurgistes.

Minorité des employés. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, salle Raymond-Lefebvre, 8, avenue Mathurin-Moreau, Paris-19.

Minorité syndicaliste révolutionnaire de la Seine. — Réunion vendredi soir, à 20 h. 30, salle Raymond-Lefebvre, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Les syndicats minoritaires, les groupes syndicalistes révolutionnaires et les minorités constituées sont priés de se faire représenter à cette réunion par deux délégués. — Très important.

Ordre du jour : Discussion sur le Congrès de l'U. D. de la Seine.

Le secrétaire : E. Koch.

Communications diverses

Comité général pour l'amnistie. — Note importante. — Toute la correspondance concernant soit le secrétariat, soit la trésorerie doit être adressée au siège, 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris-10^e. — Tél. Nord 43-31.

Club du Faubourg. — Ce soir, jeudi, à 20 h. et demie, théâtre de la Fourmi, 10, boulevard Barbès, conférence contradictoire par le docteur Leullier, avec démonstrations documentaires par des athlètes : « La Culture physique devant l'opinion. — Pour ou contre les sports. — Culture physique ou culture intellectuelle ? » Déjà inscrits : Ch. A. Bontemps, Lallyman, etc.

Samedi après-midi. Cristal-Palace, 9, rue de la Fidélité, 2 heures, conférence contradictoire par le docteur Legrain : « Faut-il instituer en France le régime sec ? Pour et contre le régime sec », et débat avec Han Ryner : « Pour et contre le vote des femmes. »

MATINÉE-CAUSERIE

au bénéfice de l'En dehors et de ses éditions

Dimanche 23 Décembre 1923, à 14 h. 30

Salle de la Maison Commune

49, rue de Bretagne — Métro Temple

CONFÉRENCE

par

GÉRARD DE LAOAZE-DUTHIERS

sur ALFRED DE VIGNY, poète individualiste

avec auditions de poèmes

PARTIE ARTISTIQUE

par les camarades de LA ROULOTTE.

COLADANT, dans les œuvres de G. Couté.

Léo VILLAIN, dans les œuvres de Ch. d'Avray.

Violoniste : G. ARNOULT.

A propos de Flotter

L'ex-compagnon Monatte se livre dans l'Humanité à propos de Flotter.

Éclairons donc la lanterne du pauvre pion que le P.C. a recruté.

Flotter n'a jamais adhéré à un groupe anarchiste. Il y aurait adhéré que cela ne diminuerait d'ailleurs en rien la propriété des groupes libertaires.

Flotter était secrétaire du Comité d'amnistie. Il n'y est pas venu à titre individuel, comme se présentant et se déléguant lui-même, ainsi que l'écrit Monatte.

Le Comité d'amnistie a été institué sur l'initiative du Comité de défense sociale et de la C.G.T.U., pour remplacer un précédent comité qui s'était effondré par la faute du P.C.

A l'appel du C.D.S. et de la C.G.T.U. répondirent d'autres organisations centrales comme l'Arac, les Locataires, l'Union Anarchiste, le Parti socialiste communiste, etc. Chaque organisation avait deux délégués.

Flotter était délégué d'une organisation comme les autres délégués. A la première ou deuxième réunion, il fut choisi comme secrétaire. Et puis, en quoi peuvent être diminués l'anarchie et l'amnistie.

Monatte prétend que « les groupements anarchistes sont des moulins où entre qui a veut, sans formalités comme sans garanties... »

« La première précaution, c'est le contrôle à l'entrée de l'organisation et le sérieux du choix quand il s'agit de confier une fonction. »

Monatte sait très bien par lui-même comment on sort des groupements anarchistes. Il devrait savoir aussi qu'un Mé-

tivier entre aussi facilement dans un syndicat qu'un Le Troquer dans un Parti communiste. Les formalités ne sont pas des barrières suffisantes contre les mouchards. Ou le P.M. abuse, c'est quand il profite de cette affaire pour essayer d'éteindre le Comité général d'amnistie au profit des Comités d'action créés à l'image et au profit du P.C.

Les partisans de la Tcheka ont-ils bien le droit de faire la fine bouche dans une affaire de mouchardage ?

La Vie de l'Union Anarchiste

CONVOICATIONS

Jeunesse anarchiste. — Tous les camarades de la jeunesse devront être ce soir à leur réunion qui aura lieu à la Maison commune, 49, rue de Bretagne.

Une causerie sera faite par un camarade. Nous faisons surtout appel à tous les jeunes pour assister à nos réunions, où ils recevront le meilleur accueil.

Groupe libertaire du 19^e, Pantin et Aubervilliers. — La réunion prévue pour samedi est reportée au jeudi 27 décembre.

Controverse entre camarades sur : Groupements d'affinités ou groupements d'intérêts ?

Groupe libertaire d'Issy-les-Moulineaux. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, 26, rue André Chénier.

Appel est fait aux sympathiques.

Groupe d'études sociales de Rueil. — Réunion demain vendredi, à 20 h. et demie, à la Maison du Peuple, 15 bis, rue Giroux.

Région des Lilas, Romainville, Noisy-le-Sec. — Lors d'un précédent appel, nous attirâmes l'attention des camarades sur la période actuelle que nous estimons particulièrement propice à la diffusion des idées qui nous sont chères.

Quelques camarades de Romainville et de Noisy-le-Sec nous ont fait réponse, nous assurant de leur bonne volonté et de leur dévouement à la cause libertaire.

Aucun camarade des Lilas ne nous a répondu, il y a là une anomalie, alors que nous savons qu'il se vend actuellement de trente à quarante numéros du « Libéraire » tous les jours dans cette commune. Est-ce que les Lilas se figurent que, seule, la lecture du journal fera faire des bonds en avant à nos conceptions ? Ces camarades ne se rendent-ils pas compte qu'ils font nous connaître et coordonner nos efforts, si nous voulons faire une propagande méthodique et un travail réellement sérieux ; nous pensons qu'il suffira de leur signaler cela pour qu'ils sortent de leur torpeur.

Prochainement, nous convoquerons tous les camarades de la région à une réunion qui sera annoncée dans le « Libéraire ». Nous comptons qu'un grand nombre de camarades y assisteront et participeront à cet échange de vues.

Pour que vive le "Libéraire"

Patarin, 2 fr., Mauriat, 2 fr., Franck Joseph, 5 fr., Vouillemin Marie, 3 fr., Franck Jean, 2 fr., N'importe, 1 fr. 80, Brun, 5 fr., Vacquier, 4 fr. 50, Grosset, Basile, 2 fr., Viou Espéranto, 5 fr., E. Chauvat, 10 fr., Paul Albert, 2 fr., Collet 7 fr., groupe de Villiers-Marcel, 68 fr., 2 fr., Gros, 1 fr., Guérin, 10 fr., Laboy, 1 fr., 50, Chateaux, à Sevan, 4 fr., groupe du 20^e, 10 fr., 50, Richard, 10 fr., En avant, 10 fr., Guillot et Clémidey, 10 fr., Martine, 2 fr., un copain, 5 fr., Poncharaud, 2 fr., Tonnon, 2 fr., un groupe d'amis du « Libéraire », syndiqués de la chaussure, versé par Ch. d'Avray, 2 fr., 50, N'importe, 4 fr., Jeunesse libertaire l'Avre, 2 fr., Lachabé, 2 fr., Imprimeurs de la maison Dagon, 14 fr., Fernand et Louise, 5 fr., Bienfait, 10 fr., un bricoleur, 10 fr., un deuxième bricoleur, 2 fr. 50, X..., 8 fr., Tobias, 1 fr. 80, Berthe, 2 fr., Lingessier 15 fr., Marcel Bar, 12 fr., Wilfart, 10 fr., Léon et sa compagne, 10 fr., Lapeyrou, 10 fr., Riou, 5 fr., Normand, 5 fr., Goron, 5 fr., Viard, 2 fr., Pierrot, 4 fr., Calderone, 1 fr., Razof, 5 fr., Licop L., 3 fr., Legrand 2 fr., Winter Bailly, 1 fr., un peintre, 8 fr., Benetière, 1 fr. 20, Miflet, 10 fr., René, 5 fr., un libertaire espagnol, 5 fr., versé par Asselineau, 50 fr., chantier Pastre, Batignolles, 24 fr., chantier Simon et Boye, Levallois, 36 fr., 50, Chelle Marcel, 5 fr., Canipel 5 fr., Cantolot, 10 fr., Riché, 3 fr., Teyssé, 2 fr., Tillet, 3 fr., Cayrol 7 fr., 60, Gouttières, 1 fr., Lemoine, 10 fr., un zèbre, 3 fr., Paul et André, 20 fr., Liengune 1 fr., Gamard, 1 fr., Lolo, 0 fr. 50, pour l'amnistie, Victor, 5 fr., 3 copains, chantier Arts et Métiers 13 fr., X..., 5 fr., Lesulo, 1 fr., Z., 1 fr. 25, Personne Théophile, 2 fr., pour Germaine Berber, X..., 5 fr., En passant, 1 fr., Eugène Weber, 1 fr., Fernand, 2 fr., Inconnu, 25 fr., Jeanne Decaix, 5 fr., Leroy, 3 fr., 80, Guérin, 0 fr. 50, Jacques, 4 fr., Lenardi, 0 fr. 75, Dard, 2 fr., Lingessier, 3 fr. 40, pour Germaine Berton, Jeanne Decaix, 5 fr., Marie-Louise Barthélemy, 3 fr., Catherine, 1 fr., Eugène, 1 fr., Renaud, 1 fr., Rochard, 2 fr., Allais, 2 fr., Grisol, 1 fr., 70, pour Germaine Berton, Fébo 10 fr., Tala, 10 fr., Yvonne Carpentier, 3 fr., N'importe 2 fr., Blick, 2 fr., A. Keller, 10 fr., Courvoisier, 5 fr., Chemin, 2 fr., Ducharme, 2 fr., un copain de Fontainebleau, 5 fr., Fousté, 5 fr., Jaume, 2 fr., Dusouchet, 2 fr., Lorlier 3 fr., quelques colliers et ferreurs de la carrosserie Eugène Boukome, à Levallois, 36 fr., X..., 5 fr., Remeriger, 5 fr., Jout, 10 fr., X..., 20 fr., Wenden, 5 fr., Mahé, 10 fr., les copains de l'Union des Tôtiers, 79 fr., Bouchard, 7 fr., Walte, 1 fr., Pinter à Lambézellec, 2 fr., Nouisillet, 27 fr., Barraud, 2 fr., Robert à Saint-Etienne, 3 fr., Degulle Léon, 6 fr., Costilhes André, 3 fr., Florent, 2 fr., Verdet Emile, 2 fr., Barbet 5 fr., Conan, à Souchez, 25 fr., Verhaeghe, 1 fr., Mandverd, 20 fr., Toutan 2 fr., un Thiernois, 8 fr., Achard, 5 fr., Granel, 12 fr.

Total de la présente liste : 1.043 fr. 30.

PETITES CORRESPONDANCES

Salvator, Morinière, Mualdès, Chazoff, Morin et le groupe anarchiste idiste ont des lettres au journal.

Un camarade cordonnier peut employer comme apprenti un jeune homme de 14 ans. — S'adresser au journal.

Mouleur en sable cherche à entrer de suite en relations avec camarade des environs de Maubeuge pour lui procurer du travail. — Ecrire Franck Joseph, Lodolinsart-lez-Charleroi (Belgique).

Raymond Roussel, 7, rue Saint-Maur, Paris-11^e, demande l'adresse de Mlle Emilienne Morin.

Les copains qui auraient des fournitures de bureau et de la ficelle sont priés d'en apporter au journal.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gast